

CONJONCTURE NORMANDIE

AVRIL 2021 N°15

Événements

Recensement agricole en cours

01/04

Ouverture de <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/auth/accueil.action>

Ouverture de <https://rappel.conso.gouv.fr/>

06/04

Mise à disposition de la statistique agricole annuelle 2020

<https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/>

17/04

Mesures de soutien aux agriculteurs sinistrés par les épisodes de gel

Appels à projets DRAAF Normandie

<https://draaf.normandie.agriculture.gouv.fr/>

Parutions

13/04

La France en douze portraits

<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/kiosque/rapport-2019-2020-la-france-en-douze-portraits>

Cartographie interactive

<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/les-outils-interactifs/cartographie-interactive>

Prix et cotations

évolution d'un mois sur l'autre

Lait



Viande bovine



Viande porcine



Céréales à paille



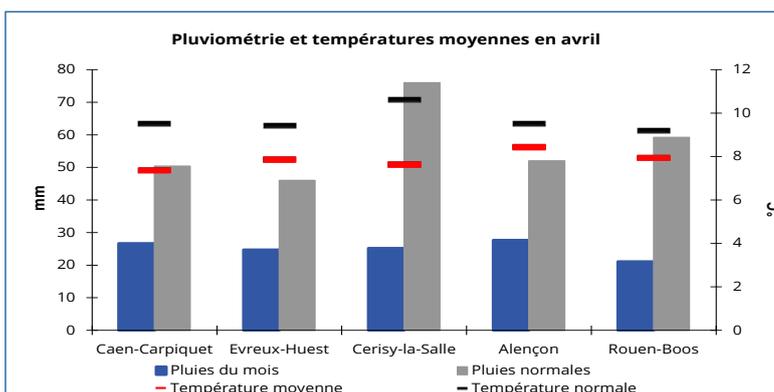
Au sommaire en avril

| | |
|------------------|--|
| Lait | recul de collecte confirmé en février |
| Viande bovine | réduction de la dépendance aux importations |
| Viande porcine | recrudescence de fièvre porcine en Chine |
| Grandes cultures | des dégâts suite au gel |
| Cours du blé | weather market |
| Export | toujours dynamique |
| Fourrage | pousse limitée par le temps frais et sec |
| Légumes | cours satisfaisants |
| Focus du mois | convergence du paiement de base et concentration des aides du premier pilier de la PAC |

La météo

Le mois d'avril est nettement plus froid qu'habituellement. Cerisy-la-Salle (50) enregistre une température moyenne de 7,6°C sur le mois, soit 3°C de moins que la normale. La fraîcheur est particulièrement prononcée sur la 1^{ère} quinzaine d'avril. Le thermomètre passe dans les négatifs plusieurs nuits consécutives ; il descend jusqu'à - 4,2°C à Évreux-Huest le 6. Avril est marqué par un déficit hydrique dans tous les départements normands. À Rouen-Boos, seule 36 % de la quantité d'eau normale tombe ce mois. Les pluies sont

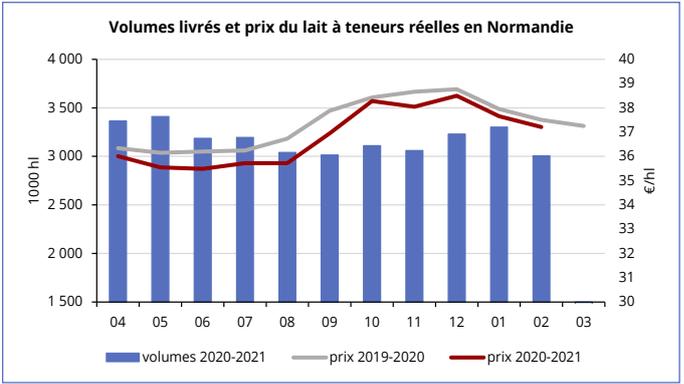
concentrées essentiellement sur la 1^{ère} décade. Après des températures particulièrement élevées fin mars, les épisodes de froid d'avril surprennent les plantes. Les gelées surviennent dans un contexte relativement sec, ce qui limite les dégâts dans les champs. La Normandie est globalement épargnée par rapport à d'autres régions ; des parcelles de lin et de betteraves sont détruites. Les vergers (de fruits de table majoritairement) et les petits fruits rouges sont localement sévèrement touchés.



Source : Météo France

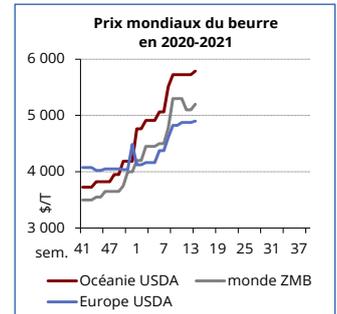
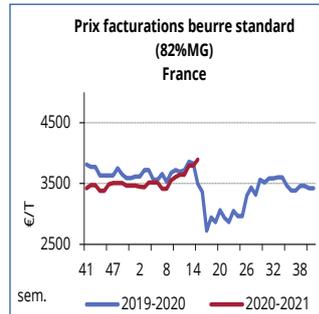
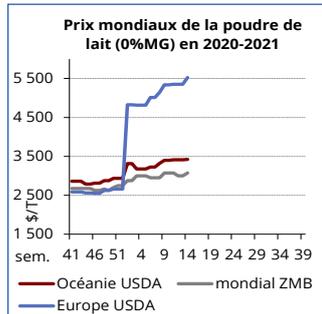
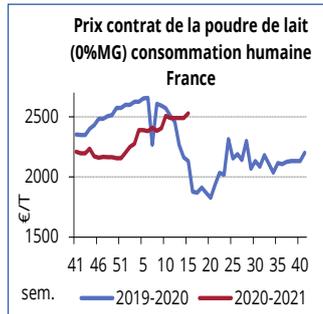
Lait : recul de collecte confirmé en février

Avec 300 millions de litres en février, la collecte normande de lait accuse un fort retrait sur un an (- 4,2 %), partiellement expliqué par le jour supplémentaire de février 2020. Les conditions climatiques et le prix en hausse des compléments alimentaires participent à ce recul. Cependant, cette baisse est la plus faible de tous les bassins laitiers, dont - 6,9 % pour le bassin Nord-Picardie. Confirmant une tendance de fond, la Seine-Maritime est marquée par la plus forte baisse régionale (- 6,8 % sur un an). Le Calvados produit un peu moins qu'un an plus tôt (- 2,7 %) tandis que l'Orne réduit sensiblement sa collecte (- 4,6 %). Les prix standard et à teneurs réelles accusent un retrait par rapport à février 2020 de respectivement - 1,6 % et - 0,8 %. Sur un mois, ils sont stables ou en retrait (respectivement - 0,2 % et -1,2%). Au niveau européen, la collecte diminue de



Source : FranceAgriMer – Agreste – EMLestim

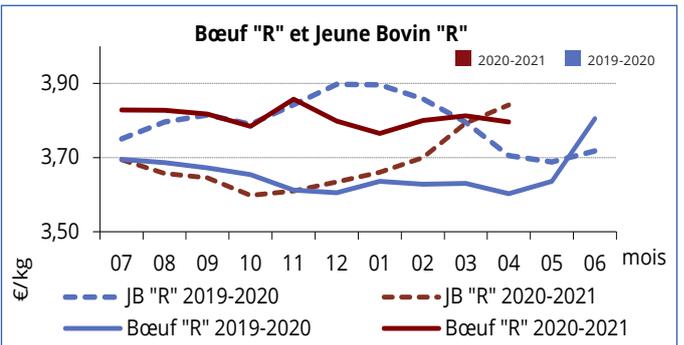
0,8 % en janvier sur un an en raison notamment d'une diminution chez les plus gros contributeurs, France et Allemagne. Les collectes polonaises et irlandaises progressent.



Sources : FranceAgriMer – USDA

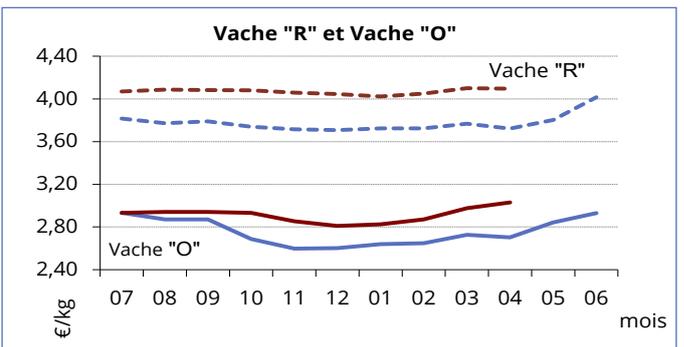
Viande bovine : réduction de la dépendance aux importations

Comme le mois précédent, l'offre modérée en vaches couplée à une bonne demande des consommateurs soutient les cours. Les cotations de viande de vaches allaitantes se stabilisent vers 4,10 €/kg, celles des laitières à 3,03 €/kg. Les cours des jeunes bovins retrouvent leur niveau de février 2020 en raison d'une bonne demande en Allemagne. Les importations de viandes bovines sont toujours restreintes tandis que les exportations résistent. Le report de consommation de la restauration collective vers les domiciles maintient une bonne dynamique pour la viande bovine française.

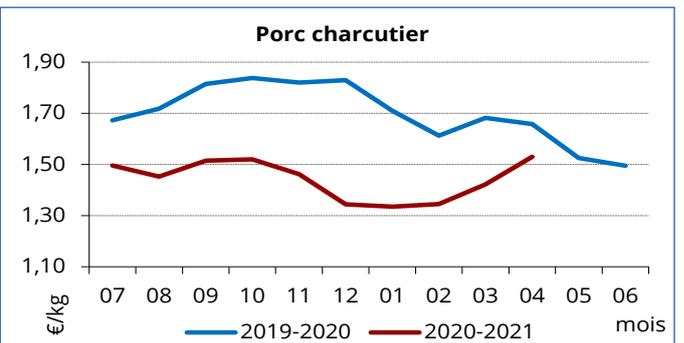


Viande porcine : recrudescence de fièvre porcine en Chine

L'activité reste soutenue dans les abattoirs en avril. L'offre peine à satisfaire les besoins, le poids moyen de carcasse diminue franchement. Le cours remonte et s'établit à 1,54 €/kg en moyenne sur le mois. Le retard d'enlèvement du férié de Pâques est vite résorbé. En Espagne, l'offre reste bien inférieure aux besoins des abatteurs si bien que des porcs vifs sont importés d'autres pays européens. La demande ne faiblit pas de la part de la Chine mais celle-ci exerce une pression sur les prix. Ses besoins continueront sans doute d'être importants car elle est confrontée à de nombreux foyers de fièvre porcine.



Source : FranceAgriMer – cotations Grand Ouest



Source : FranceAgriMer – cotations classe E - Nantes

Grandes cultures : des dégâts suite au gel

Les grandes cultures en Normandie sont relativement peu touchées par l'épisode de gel intense de la première quinzaine d'avril. Des parcelles de betteraves semées précocement, à peine levées lors des gelées sont détruites dans l'Eure ; 400 hectares seraient ainsi ressemés. Le froid n'a pas épargné des parcelles de lin semées tôt, près de 1000 hectares seraient endommagés. Les champs de colza durement impactés par les attaques d'insectes (mélégèthes en particulier) pourraient avoir du mal à compenser des pertes liées au gel, notamment si le déficit hydrique se poursuit. Les parcelles de céréales affichent peu ou pas d'impacts. FranceAgriMer estime que le pourcentage de parcelles en bonnes ou très bonnes conditions de culture diminue et passe à 85 % et 82 % pour le blé tendre et l'orge d'hiver. Malgré 307 000 tonnes de blé collectées en Normandie en mars, le cumul de collecte de la campagne 2020/2021 perd encore du terrain par rapport à la campagne précédente (- 17 % en volume de collecte entre les deux campagnes, soit une baisse de 2 points depuis février). L'écart reste stable pour le maïs et l'orge à respectivement 62 % et - 10 %, en cohérence avec les récoltes de ces deux années.

Cours du blé : weather market

En début de mois, les cours affichent une tendance baissière marquée, sous l'effet d'une moindre demande internationale et de très bonnes perspectives de récoltes 2021. Le cours descend à 21,6 €/q FOB Rouen en semaine 14. La tendance s'inverse ensuite avec la dégradation des conditions climatiques de part et d'autre de l'Atlantique nord (gelées d'abord, déficit hydrique ensuite), les disponibilités réduites et la reprise de la demande. En particulier, l'Algérie, l'Egypte et la Tunisie reviennent aux achats. Sur le mois, le cours s'établit à 22,9 €/q en moyenne. Suite à une bonne compétitivité du blé face au maïs, FranceAgriMer revoit à la hausse ses prévisions d'utilisation de blé par les fabricants d'aliments du bétail, prévues désormais à 4,55 Mt (+ 50 000 tonnes).

Export : toujours dynamique

En mars 2021, 927 000 tonnes de céréales quittent Rouen, soit 0,5 % de plus que la moyenne de mars entre 2016 et 2020. Le cumul de campagne est supérieur à la moyenne quinquennale des cumuls (+ 3 %). Les exportations de blé français vers les pays tiers sont revues à la hausse par FranceAgriMer, estimées dorénavant à 7,55 Mt pour la campagne 2020-2021. Ce même mois, le marché international fait face à un contexte logistique tendu (blocage du canal de Suez, organisation portuaire en réponse au contexte sanitaire, hausse des prix du carburant ...).

Fourrages : pousse limitée par le temps frais et sec
Sur le mois d'avril, la croissance de l'herbe est limitée par la faiblesse des températures et le déficit hydrique. En parallèle, les stocks en ferme sont bas et les coûts des aliments élevés.

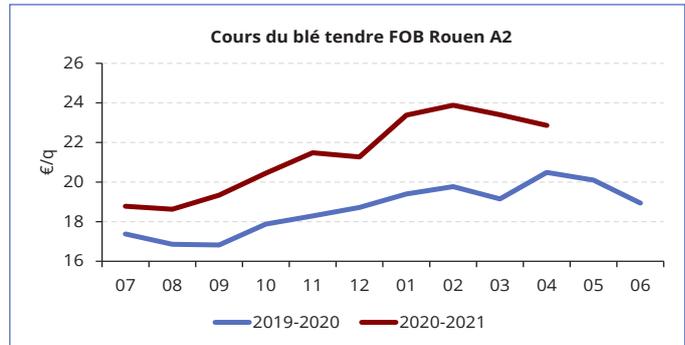
Légumes : cours satisfaisants

Les campagnes pour les légumes d'hiver touchent à leur toute fin. Il n'y a plus de carottes dans les champs en Normandie. La demande reste bonne pour les poireaux, les cours satisfaisants.

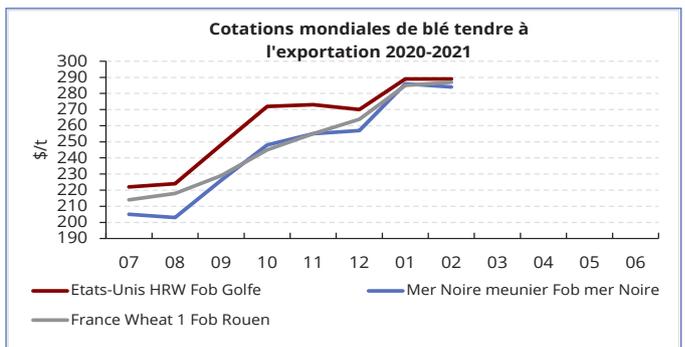
Collecte des organismes stockeurs en Normandie (1 000T)

| | Février 2021 | Mars 2021 | Évolution 03-21/03-20 | Cumul campagne | Évolution 2020-2021/2019-2020 |
|-------|--------------|-----------|-----------------------|----------------|-------------------------------|
| Blé | 128 | 307 | -29 % | 2 774 | -17 % |
| Orge | 20 | 41 | -17 % | 640 | -10 % |
| Maïs | 6 | 9 | 68 % | 196 | 62 % |
| Colza | 22 | 29 | 53 % | 315 | -17 % |
| Pois | 1 | 1 | -33 % | 25 | -10 % |

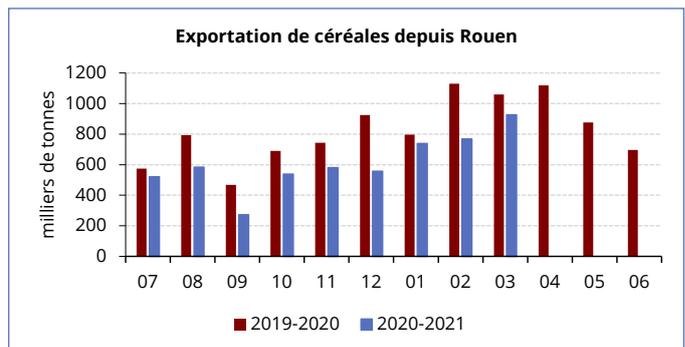
Source : FranceAgriMer - chiffres provisoires consolidés en fin de campagne



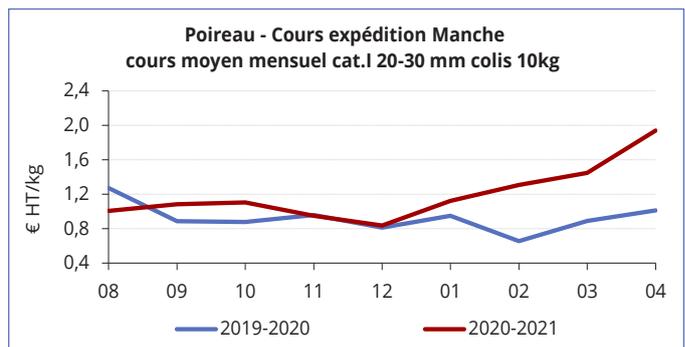
Source : FranceAgriMer



Source : CIC - FranceAgriMer



Source : Port de Rouen



Source : FranceAgriMer - RNM

Convergence du paiement de base et concentration des aides du premier pilier de la PAC

Les effets du mécanisme de convergence mis en œuvre depuis 2015 avec la dernière réforme de la PAC sont bien visibles en Normandie. La dispersion du Droit à Paiement de Base (DPB) se réduit. Entre 2015 et 2019, la concentration des aides diminue.

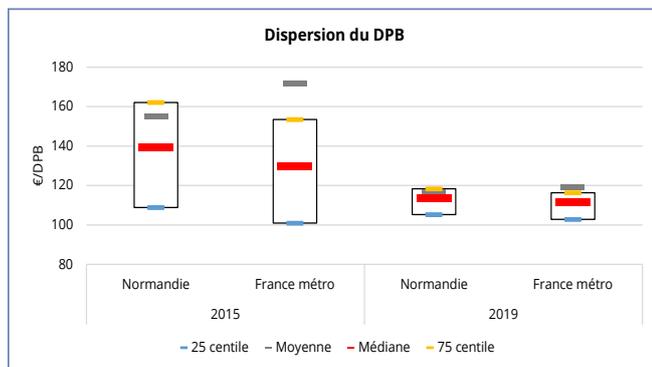
En 2019, 23 860 exploitations normandes perçoivent 486,4 M€ d'aides au titre du premier pilier de la PAC, dont 88 % sous forme d'aides découplées. Par rapport à 2018, le nombre de bénéficiaires baisse de 1,2 % et l'enveloppe perçue de 1,6 %. La SAU concernée est stable à 1 938 000 ha. La Normandie représente 7,3 % des aides du premier pilier versées en France métropolitaine en 2019 et 7,8 % des bénéficiaires.

Aides du premier pilier de la PAC en Normandie

| | 2019 | | évol 19/18 | |
|---------------------------------|--------------------|---------------|------------|---------------|
| | montants (€) | bénéficiaires | montants | bénéficiaires |
| Aides premier pilier | 486 436 228 | 23 857 | -1,6% | -1,2% |
| Aides découplées | 430 290 100 | 23 713 | -1,7% | -1,2% |
| paiement de base | 219 800 245 | 23 708 | -2,3% | -1,2% |
| paiement vert | 152 620 657 | 23 619 | -1,7% | -1,4% |
| paiement redistributif | 51 117 149 | 23 709 | -0,7% | -1,2% |
| paiement JA | 6 752 048 | 2 448 | 13,1% | 11,3% |
| Aides couplées | 56 146 128 | 12 674 | -1,0% | -4,1% |
| Aides couplées animales | 50 360 836 | 11 518 | 0,7% | -2,6% |
| aides bovins allaitants | 33 267 047 | 5 523 | 1,1% | -1,2% |
| aide lait | 15 128 974 | 6 938 | -0,3% | -3,7% |
| aides ovins caprins | 1 964 815 | 574 | 1,7% | -1,2% |
| Aides couplées végétales | 5 785 292 | 3 648 | -13,7% | -2,3% |
| aides protéines végétales | 5 708 879 | 3 612 | -13,8% | -2,3% |
| autres aides végétales | 76 413 | 63 | -10,9% | -19,2% |

Source : Agreste - ASP

Depuis 2015, un mécanisme de convergence s'applique sur les DPB des exploitations. L'effet de cette convergence est maintenant nettement visible. Le DPB médian normand, initialement supérieur au DPB médian en France métropolitaine, s'en rapproche et passe de 140 € en 2015 à 114 € en 2019. L'intervalle interquartile¹ est divisé par 4 (de 53 à 13 €). Le DPB moyen, à l'origine très différent du DPB médian en raison de l'historique propre à chaque exploitation et des règles en vigueur avant la réforme de 2015, se rapproche du DPB médian.



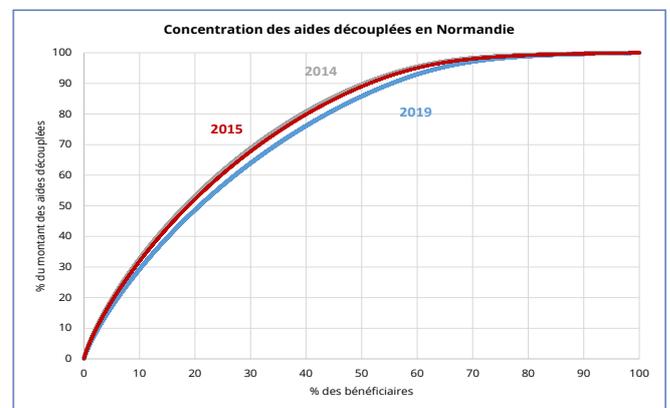
Source : Agreste - ASP

¹ Intervalle interquartile : étendue hors prise en compte du quart des exploitations aux DPB les plus faibles et du quart des exploitations aux DPB les plus élevés

Ramené à l'exploitation bénéficiaire, l'effet de la convergence est dilué par celui de la surface. Il reste toutefois visible au travers de la réduction de l'intervalle interquartile qui passe de 16 000 € en 2015 à 12 700 € en 2019.

Parallèlement, la concentration des aides découplées diminue légèrement entre 2015 et 2019. 50 % des exploitations normandes bénéficiaires d'aides découplées perçoivent 86 % du montant de ces aides en 2019, soit 4 points de moins qu'en 2014 à la veille de la réforme. Ces mêmes exploitations gèrent en 2019 85 % de la SAU déclarée à la PAC. Elles perçoivent par ailleurs la majorité des aides couplées animales et végétales et globalement 85 % des aides du premier pilier. Elles concentrent plus l'aide laitière (90 % du montant régional) que l'aide aux bovins allaitants (76 % du montant régional) et surtout que l'aide aux ovins-caprins (53 % du montant régional). L'Eure, qui regroupe 15 % des exploitations émergeant aux aides découplées, est le siège de 18 % des exploitations dont les montants de ces mêmes aides sont les plus élevés. À l'inverse, la Manche regroupe 30 % des exploitations émergeant aux aides découplées et 37 % de celles qui perçoivent les montants les plus faibles. Cette répartition est directement liée à la SAU moyenne des exploitations, plus forte dans l'Eure que dans la Manche.

Entre 2015 et 2019, la concentration des aides du premier pilier en Normandie évolue de la même façon que celle des aides découplées étant donnée la part prépondérante de ces dernières. La concentration en 2019 en Normandie est similaire à celle constatée pour la France métropolitaine.



Source : Agreste - ASP

Avec la contribution des exploitations des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole



www.agreste.agriculture.gouv.fr

DRAAF de Normandie
Service Régional de l'Information Statistique et Économique
6 boulevard Général Vanier
14070 Caen cedex 5
Mail : rise.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Caroline Guillaume
Rédacteur en chef : Michel Delacroix
Rédactrices : Virginie Duclos, Élisabeth Borgne
Composition : Valérie Campion
Dépôt légal : À parution
ISSN : 2497-2851
© Agreste 2021